

<http://ugtg.org/spip.php?article2685>



Fin de conflit au Lycée Agricole

- Expressions - Tracts -



Date de mise en ligne vendredi 14 juin 2024

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Pourquoi l'UGTG n'a pas signé le protocole de sortie de crise

Après un mois de mobilisation, une réunion de négociation s'est tenue au Lycée Agricole le Jeudi 19 Octobre, entre apprenants et agents mobilisés face au directeur général des services de la Région, O BOUCARD, la directrice du lycée, Sylvie PASTY, le président du conseil d'administration de l'établissement, Christophe LACHMAN, le directeur de l'agriculture et de la forêt, Sylvain VEDEL, soit les principaux acteurs de l'enseignement agricole an Péyi Gwadeloup ?

Durant 8 heures, les représentants des élèves, des parents et les organisations syndicales ont exposé et expliqué les revendications.

A l'issue de cette réunion marathon, les parties, et singulièrement les représentants des élèves et étudiants, ont conditionné la signature du protocole de sortie de crise à la garantie de la mise à disposition pour la rentrée des vacances de toussaint, à minima, d'un tracteur afin qu'ils puissent réaliser leurs travaux pratiques et pouvoir passer leur CACES.

En effet, le Lycée Agricole de Guadeloupe ne disposait d'aucun engin en état de marche. Encore moins de petits matériels tels que des débrousailluses, tondeuses ou même des semences. La minipelle, quant à elle, est en panne depuis des mois.

La Région Guadeloupe s'était engagée à lancer les commandes pour l'acquisition d'un ensemble de matériels et à entamer des négociations avec des professionnels, pour la location du matériel agricole homologué et certifié, dans l'attente de pouvoir en faire l'acquisition. Marché public obligeant selon eux. L'objectif étant de permettre aux élèves, lycéens, apprentis et stagiaires, de disposer de ce matériel à la rentrée du 6 Novembre 2023. Le directeur général des services devait faire un retour des actions engagées pour le 27 Octobre.

Ce vendredi 27, ni la région, ni la direction du lycée ou la DAAF n'étaient en capacité de fournir à l'UGTG ne serait-ce qu'une photocopie d'un hypothétique contrat de location, encore moins un document actant d'une commande en cours de quelques matériels que ce soit. Seule leurs importait la signature d'un document leur permettant de communiquer sur la fin du conflit.

Il serait plus important de dire que de faire !

L'UGTG espère sincèrement se tromper et souhaite que l'ensemble du matériel promis soit au rendez-vous de la rentrée des vacances, car la place des élèves et étudiants n'est pas dans la rue, face aux forces de gendarmerie armées jusqu'aux dents, mais dans les salles de cours, dans les laboratoires, voire au volant des engins pour les travaux pratiques.

Men nou paka achté chat an sak !

Sépousa, l'UGTG n'a pas signé le protocole de sortie de crise dans l'attente de pouvoir constater la présence, à minima, du matériel promis avant la rentrée des classes.

Jodila, pa ni ayen, on mèwd, ahak !

Pire, un des travailleurs a été convoqué à la gendarmerie de Baie-Mahault, suite à une plainte de S PASTY,

Fin de conflit au Lycée Agricole

directrice du lycée pour des propos qu'elle juge racistes. Vaine tentative de faire glisser le combat des apprenants, parents et travailleurs du lycée agricole sur le terrain du « racisme » et ainsi tenter d'invisibiliser les revendications.

L'UGTG, au sein du Collectif de défense de l'enseignement agricole, réaffirme son engagement plein et entier aux côtés de notre jeunesse dans cette lutte pour la sauvegarde de cet outil de formation, et donc de développement agricole que représente l'Agrocampus.

L'UGTG, au sein du Collectif, appelle le monde agricole, en accord avec les revendications posées, à prendre position et à interpeller tous ceux qui prétendent diriger le Péyi Gwadeloup,

L'UGTG, au sein du Collectif de défense, invite la Collectivité Régionale à respecter les engagements pris face aux élèves et Travailleurs de l'Agrocampus.

L'UGTG, au sein du Collectif, réaffirme que la sortie de crise ne sera effective qu'en cas de livraison effective, à minima, des engins pour les travaux pratiques nécessaires aux étudiants, élèves, apprentis et stagiaires.

L'UGTG invite l'ensemble des Membres du Collectif de défense à maintenir la pression sur les pouvoirs publics, face à cette obligation de résultat que nous avons envers les élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de Guadeloupe AgroCampus.

PON DISOU PA PÈD !

Lapwent, le 28 octobre 2023 Secteur UGTG EMPLOI FORMATION